



Soler S.A.
155, rue Cents
L-1319 Luxembourg

N/Réf. : 2025-002799-M1

V/Réf. : 9922-118

Réf. MyGuichet : 2025-A264-U924

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la décision ministérielle n° 2025-002799 du 6 février 2026 autorisant la réalisation de sondages archéologiques en vue de la construction d'une éolienne, sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Troisvierges, section A de Hautbellain, sous le numéro 308/3103 ; que cette décision se base sur la demande et ses annexes du 27 novembre 2025 ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la décision ministérielle n° 2025-002799 du 6 février 2026 ; que le nom du requérant de la demande y a été mentionné de manière erronée ; qu'il ressort de la demande et de ses annexes du 27 novembre 2025 que le requérant est la société SOLER S.A. ; qu'il y a lieu de rectifier cette erreur,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** L'arrêté n° 2025-002799 du 6 février 2026, délivré par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, est abrogé à partir du jour où le présent arrêté est définitivement coulé en force de chose décidée.
- Article 2.-** Les travaux de sondages sont réalisés sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Troisvierges, section A de Hautbellain, sous le numéro 308/3103, conformément à la demande et aux documents soumis, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.
- Article 3.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1^{er} août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
- Article 4.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Weiswampach, tél : 621 202 147) est averti avant le début des travaux.

- Article 5.-** L'arpentage exact des aires de fouilles est effectué en présence du préposé de la nature et des forêts qui est averti avant le début des travaux.
- Article 6.-** Avant l'exécution des travaux, la couche végétale est préalablement décapée et mise en dépôt provisoire sur le site afin de recouvrir le terrain après égalisation. Un mélange avec des couches sous-jacentes est à éviter.
- Article 7.-** L'opération des sondages de diagnostic est dirigée par un scientifique responsable d'opération du INRA qui peut se faire assister par des personnes compétentes en la matière.
- Article 8.-** Le compactage du sol est réduit au minimum. Le cas échéant, les surfaces compactées sont ameublées afin de rétablir la capacité de rétention du sol.
- Article 9.-** Le dépôt de tout autre matériel (scories de haut-fourneau, macadam, goudron, matériaux provenant de la démolition des constructions, métal, ...) est interdit.
- Article 10.-** Après achèvement des travaux, les terrains sont remis dans leur état initial.
- Article 11.-** Le préposé de la nature et des forêts est averti dès l'achèvement des travaux.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale ou aux administrations communales territorialement compétente(s).

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement